

Séance ordinaire du
jeudi 22 juin 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix sept et le vingt-deux juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement
durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Robert COTTE ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Stéphanie JANNIN, Chantal MARION.

MONTPELLIER GRAND CŒUR

**Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la conduite des opérations
OPAH-RU et THIRORI de Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la
Ville de Montpellier, dans le cadre des concessions d'aménagement "Grand
Cœur" et "Nouveau Grand Cœur"
AVENANT N°1 - Modification - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°2016/323 du 29 septembre 2016, le Conseil municipal a décidé d'approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Métropole à la Ville de Montpellier à compter du 1er janvier 2016, dans le cadre des concessions d'aménagement « Grand Cœur » et « Nouveau Grand Cœur », de l'ingénierie des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) « Courreau Figuerolles/ Nord Ecusson », « Saint Guilhem Laissac Sud Comédie » et de l'ensemble des actions relatives à l'opération de Traitement de l'Habitat Insalubre Remédiable ou dangereux et des Opérations de Restauration Immobilière (THIRORI) « Ilot Pellicier/Vincent ».

L'article L521-3-2 du Code de la Construction et de l'Habitation précise que la personne publique ayant pris l'initiative d'une OPAH doit prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'hébergement et le relogement des occupants d'un immeuble situé dans le périmètre de cette OPAH et visé par une déclaration d'insalubrité, dès lors que le propriétaire ou l'exploitant ne l'ont pas assurés eux-mêmes.

Considérant le transfert de maîtrise d'ouvrage des OPAH-RU « Courreau Figuerolles/ Nord Ecusson », « Saint Guilhem Laissac Sud Comédie » de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier, le présent avenant a pour objet de préciser le transfert à la Ville de Montpellier des obligations découlant de l'article L 521-3-2 du Code de la Construction et de l'Habitation dans le cadre des 2 OPAH-RU en cours sur son territoire.

A ce titre la Ville de Montpellier sera chargée de prendre les dispositions nécessaires pour héberger ou reloger les occupants d'immeubles visés par une déclaration d'insalubrité, dès lors que le propriétaire ou l'exploitant ne les aura pas assurées.

Les modifications apportées ont pour incidence la définition de la mission transférée et des charges financières d'hébergement et/ou de relogement effectuées qui seront prises en charge par la Ville de Montpellier et trimestriellement remboursées à due proportion par Montpellier Méditerranée Métropole sur la base d'états de frais mensuels.

Les charges financières avancées liées aux hébergements et relogements en cas de carence seront recouvrés auprès du propriétaire par les services de Montpellier Méditerranée Métropole après remboursement à la Ville de Montpellier.

Pour mettre en œuvre ces opérations d'hébergement et de relogement, la Ville de Montpellier pourra s'appuyer sur l'aménageur en charge des concessions d'aménagement « Grand Cœur » et « Nouveau Grand Cœur ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- D'approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Métropole à la Ville de Montpellier, dans le cadre des concessions Grand Cœur et Nouveau Grand Cœur, des conduites des opérations OPAH-RU (ingénierie) « Courreau Figuerolles / Nord Ecusson » et « Saint Guilhem Laissac Sud Comédie » et de l'ensemble des actions relatives aux opérations de la THIRORI « Ilot Pellicier / Vincent » ;
- D'autoriser M. le Maire à signer l'avenant susvisé, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 juin 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet d'avenant 1 - Convention de transfert MO

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170622-6353-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 29/06/17
Réception en Préfecture : 29/06/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.